



Cabinet Huglo Lepage & Associés

Lettre d'information Février 2015

Editorial

Par Christian HUGLO, avocat associé, docteur en droit

Dans moins d'un mois nous célébrerons le 10ème anniversaire de la promulgation de la charte de l'environnement : comment en faire en bilan?

10 années semblent constituer un temps très court au regard des critères généralement employés pour apprécier une institution mais c'est aussi un temps suffisamment long pour permettre d'en dégager les grandes orientations; on peut en voir plusieurs :

- premièrement si l'on applique la règle selon laquelle le droit n'existe que s'il est effectif il est certain que, pour apprécier le bilan de la charte, on ne peut le dissocier du mécanisme de la question prioritaire de constitutionnalité qui était destiné à lui donner de la crédibilité puisqu'il est ouvert à tous les citoyens.

Cependant, le bilan de la QPC en matière d'environnement n'est pas très brillant; moins de 20 décisions surtout concentrées sur des secteurs tels que le principe de participation ou le principe de prévention et cela d'ailleurs au détriment du fameux principe de précaution jamais appliqué. Nous pouvons donc en conclure que la nouvelle procédure de QPC n'a pas bouleversé le paysage.

- Deuxièmement, il faut se rappeler que les principes fondamentaux du droit d'environnement contenus dans la charte se retrouvent globalement dans le droit international positif que l'on voit émerger tant dans la jurisprudence de la Cour de La Haye que de celle de Strasbourg, et à cet égard, on peut dire que le juge constitutionnel de l'environnement français a de sérieux concurrents.

Pour autant, si le Conseil Constitutionnel français n'a pas fait trembler les bases du droit par l'application de la charte de l'environnement le rôle qu'il peut jouer à l'avenir nous paraît considérable.

En effet, se profile à l'horizon la ratification du traité entre le Canada et l'Europe et se discutent encore actuellement les clauses du fameux traité transatlantique sur les échanges commerciaux avec les États-Unis.

Or, l'on trouve dans ces deux dispositifs, qui se présentent comme des dispositifs d'avenir, des dispositions qui peuvent pénaliser les avancées sociales et environnementales induites par la charte.

Tel est le sens et la portée des clauses d'arbitrage prévues au bénéfice des investisseurs qui pourront faire condamner l'Etat à leur payer des indemnités pour les dommages qu'ils auraient subi du fait de modifications législatives ou réglementaires postérieures à la réalisation de leur investissement et qui rendraient celui-ci beaucoup plus onéreux...

Lorsque l'on parle d'environnement il faut faire confiance au juge national et à la charte de l'environnement.

Dans ce numéro

Ils ont dit... ils ont fait

Focus

- Energie/transport
- Santé/ gestion des risques
- Marchés et contrats/ Droit de l'urbanisme
- Droit de l'environnement

La jurisprudence avance

L'agenda du mois

Nous avons écrit	Nous avons fait	Ils ont parlé de nous
 <p>« Les conséquences de l'absence d'évaluation des incidences Natura 2000 sur l'exploitation des sites ICPE » Elise MERLANT, La Gazette du Palais 7 et 8 Janvier 2015</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Le 12 Janvier 2015, Christian HUGLO est intervenu à l'Université de Lausanne. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le 20 janvier 2015 : Corinne LEPAGE et François BRAUD interviewés dans l'émission le Monde en Face sur France 5 : reportage : 400 000 sites pollués en France
 <p>« Dispositif de classement des cours d'eau au titre de la protection de l'eau et des milieux aquatiques et valeur constitutionnelle de la Charte de l'environnement, conformité dans le temps à l'article 214-7 du Code de l'environnement » Adrien FOURMON, la Gazette Du Palais 7 et 8 janvier 2015.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Les 26 et 27 Janvier 2015, Marie Pierre MAITRE a dispensé une formation pour les inspecteurs des installations classées en droit des déchets. • Le 28 Janvier, Gwendoline PAUL a expliqué aux élus lors du 16ème Carrefour des gestions locales de l'eau à Rennes, comment mieux comprendre les enjeux de l'eau pour mieux décider. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le 23 Janvier 2015 : Communiqué de presse du Ministère de l'Ecologie du Développement Durable et de l'Energie : Ségolène Royal confie une mission sur la transition économique à Corinne LEPAGE : http://www.developpement-durable.gouv.fr/Segolene-Royal-confie-une-mission.html
 <p>« Nouvelles conditions pour appréhender le propriétaire d'un terrain comme détenteur des déchets présents, en attendant le décret; » François BRAUD, La Gazette du Palais 7 et 8 janvier 2015</p>		
 <p>« La charte d'un parc naturel peut délimiter les zones où les carrières ne sont pas admises » Romain LEMAIRE, La Gazette du Palais 7 et 8 Janvier 2015</p>		
 <p>« Principe de l'indépendance des législations relatives aux installations classées et à la prévention des risques subis par les travailleurs, Sophie EDLINGER, La Gazette du Palais 7 et 8 Janvier 2015</p>		
 <p>« Reconnaissance de la faute inexcusable d'une société agroalimentaire dans l'utilisation de pesticides, Valérie SAINTAMAN, La Gazette du Palais 7 et 8 Janvier 2015</p>		

Nouveautés

Le cabinet Huglo Lepage & Associés conseille des institutions bancaires au titre du Financement de projet du 2ème parc éolien citoyen composé de 4 éoliennes à Sévérac-Guenrouët en Loire Atlantique

Focus



Energie

Photovoltaïque - refus par EDF d'un contrat d'achat d'énergie, par Adrien FOURMON, avocat associé.

Revenons sur l'arrêt du Conseil d'Etat du 30 décembre 2014 par lequel le Conseil d'Etat a apporté des précisions utiles quant aux conditions de refus de contrat d'achat, s'agissant des suites des dispositions du décret du 9 décembre 2010 portant suspension de l'obligation d'achat, et portant plus précisément sur l'annulation de l'ordonnance du Juge des référés du Tribunal de Pau enjoignant à EDF de réexaminer la demande de contrat de la société requérante.

Cet arrêt confirme l'indépendance de cette procédure de celle du raccordement présentée devant le CORDIS de la CRE (laquelle avait fait l'objet d'une transaction avec ERDF permettant la réintégration du projet dans la file d'attente).

En effet, la seule réintégration en file d'attente de raccordement ne permet pas au producteur de justifier du bénéfice de l'obligation d'achat.



Droit de la santé

Pesticides, par Valérie SAINTAMAN, avocate.

Les pesticides posent un véritable problème de santé publique. S'ils sont utilisés pour lutter et éliminer certaines espèces (insectes, herbes, champignons), leur toxicité ne se limite pas à ces espèces. Ils sont également néfastes pour l'homme et l'environnement.

Des études scientifiques montrent que les personnes exposées aux pesticides ont davantage de risques de développer de nombreuses maladies : cancers, malformations congénitales, troubles neurologiques et cognitifs, troubles de la fertilité ...

L'utilisation des pesticides reste pourtant massive en France alors même que diverses études ont pointé leur dangerosité ainsi que leur impact sur la santé et l'environnement. Ainsi, en octobre 2012, le Sénat a présenté un rapport dénonçant les risques sanitaires des pesticides pour les utilisateurs, en relevant notamment que les dangers des pesticides pour la santé étaient sous-évalués.

En juin 2013, l'INSERM a recensé et analysé, dans son « expertise collective pesticides : effets sur la santé », les recherches sur les liens entre pesticides et diverses formes de cancer ainsi que les effets des pesticides sur la grossesse.

La jurisprudence la plus récente semble tenir compte de ces études puisque dans un arrêt du 31 octobre 2013, la Chambre Sociale de la Cour d'appel de Bordeaux a reconnu pour la première fois, sur le fondement de la faute inexcusable, que l'utilisation de pesticides dans un domaine viticole permettait d'établir que l'employeur avait nécessairement conscience du danger auquel sa salariée, intoxiquée lors d'une pulvérisation, pouvait être exposée.



Droit de l'urbanisme

Nouveau code de l'expropriation, par Gwendoline PAUL, avocate associée.

Le décret n° 2014-1635 du 26 décembre 2014 relatif à la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique recodifiant la partie réglementaire du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique est venu compléter la partie législative issue de l'ordonnance n° 2014-1345 du 6 novembre 2014 relative à la partie législative du code de l'expropriation pour cause d'utilité publique.

Cette recodification intervient pour l'essentiel à droit constant, sous réserve de modifications d'ordre procédural ainsi que d'ajustements rendus nécessaires par les modifications apportées à la partie législative du code par l'ordonnance précitée.

Le nouveau code en son entier est entré en vigueur le 1er janvier 2015.

Droit de l'environnement



Audit énergétique : de multiples questions se posent par Marie-Pierre MAITRE, avocate associée.

Prévu par la Directive n° 2012/27/UE relative à l'efficacité énergétique, l'obligation, pour les grandes entreprises européennes, de réaliser un audit énergétique a été transposée en droit français par l'article 40 de la loi DDADUE du 16 juillet 2013 et les textes d'applications que sont le décret du 4 décembre 2013 relatif aux seuils au-delà desquels une personne morale réalise un audit énergétique, le décret 2014-1393 du 24 novembre 2014 et l'arrêté du même jour relatif aux modalités d'application.

Aux termes de ces textes, les entreprises dont l'effectif excède 250 personnes ou dont le chiffre d'affaire annuel excède 50 millions d'euros ou leur total de bilan excède 43 millions d'euros, sont tenues de réaliser un premier audit énergétique au plus tard le 5 décembre 2015, puis tous les 4 ans.

Cet audit vise à identifier les consommations excessives d'énergie et à quantifier le potentiel d'économie d'énergie du site, puis à définir les travaux et modifications à apporter pour obtenir ces économies.

Si le principe est simple, dans la pratique, les entreprises se posent de nombreuses questions : mon entreprise est-elle concernée par cette obligation de réaliser un audit ? Quelles sont les personnes morales concernées ? Suis-je concernée si mon entreprise se situe dans les DOM TOM ? Dois-je prendre en compte mes filiales ? Dans quelle mesure est-il possible d'être exemptée de l'obligation de réaliser un audit énergétique ? Quid si j'ai déjà réalisé un audit conforme à la norme ? Quel périmètre prendre en compte ? En cas de multi-location de bâtiment ? Si mon activité de transport est sous traitée ?...

Autant de questions auxquelles l'entreprise doit répondre afin de se conformer à ses obligations d'autant que, si elle ne s'y conforme pas, aux termes de l'article L. 233-4 du code de l'énergie, après mise en demeure, l'autorité administrative peut lui infliger une amende dont le montant peut potentiellement atteindre jusqu'à 2% du chiffre d'affaire hors taxes du dernier exercice clos, ce montant pouvant être porté jusqu'à 4%, en cas de récidive.

La jurisprudence avance

Usages de l'eau, par Gwendoline PAUL, avocate associée

Par décision en date du 10 février 2015, le tribunal administratif de Nancy a annulé l'arrêté du préfet des Vosges du 22 février 2013 en tant qu'il porte :

- déclaration d'utilité publique des travaux de dérivation des eaux et des périmètres de protection de sources et de captage;
 - récépissé de la déclaration des ouvrages de prélèvements des eaux souterraines des sources et de captage;
 - autorisation d'utilisation pour la consommation humaine de l'eau des sources et de captage. Agissant dans l'intérêt d'un particulier, nous avons en particulier soutenu que :
 - la déclaration d'utilité publique des travaux de prélèvement des eaux souterraines était entachée d'illégalité car prise au terme d'une procédure méconnaissant le champ d'application de l'enquête publique environnementale;
 - le récépissé de la déclaration des ouvrages de prélèvement des eaux des sources était illégal car de tels prélèvements auraient dû faire l'objet d'une autorisation en application de la nomenclature « loi sur l'eau »;
 - l'autorisation d'utiliser les eaux des sources était illégale car délivrée sur le fondement d'une analyse des eaux dans laquelle les paramètres obligatoires (cyanures totaux, radioactivité...) n'ont pas été analysés.
- Le tribunal a retenu tous ces moyens.

Il a prononcé l'annulation à compter du 10 février 2016, date à laquelle il appartiendra au préfet des Vosges d'avoir pris, à l'issue d'une nouvelle enquête publique et dans des conditions régulières, un nouvel arrêté autorisant au titre de la police de l'eau et du code de la santé publique, et déclarant d'utilité publique, tant les prélèvements des sources et du captage que les périmètres de protection.

Annulation d'un plan de prévention des risques technologique (PPRT) par Marie-Pierre MAITRE, avocate associée.

Même si le cabinet n'en est pas à son coup d'essai, l'annulation d'un PPRT est suffisamment rare pour être signalée.

Par jugement en date 10 février 2015, le Tribunal administratif d'Orléans a annulé le PPRT généré par le site exploité par la société Storengy à Céré la Ronde.

En l'espèce, si bien des arguments liés au fond de l'affaire auraient pu fonder l'annulation, le Tribunal a jugé que, compte tenu de la technicité du projet de plan et des enjeux associés,

l'organisation d'une réunion publique aurait pu permettre aux personnes intéressées d'entendre les explications orales et de faire valoir leurs observations sur le projet de PPRT.

Il juge ainsi que faute de réunion publique, les requérants sont fondés à soutenir que le public n'a pas été suffisamment associé et que dans les circonstances de l'espèce, l'insuffisance de concertation a été de nature à nuire et l'information et à la participation du public.

Le juge administratif fonde donc, une fois de plus, l'annulation d'un PPRT sur le défaut d'information et de participation du public.

Annulation de 10 permis de construire pour la construction de 24 éoliennes par Alexandre MOUSTARDIER, avocat associé et Martin GUERIN, avocat collaborateur.

Par six arrêts du 10 février 2015 (Cour administrative d'appel de Bordeaux, 10 février 2015, SEPE Bel Air & autres, req. n°13BX02298, 13BX02299, 13BX02300, 13BX02313, 13BX02314, 13BX02315), le Cabinet a obtenu pour son client, le Groupe OSTWIND, l'annulation de six jugements par lesquels le Tribunal administratif de Limoges (13 juin 2013) avait prononcé l'annulation des dix permis de construire délivrés le 27 juin 2011 par le Préfet de la Haute-Vienne, pour la construction d'un parc majeur de 24 éoliennes d'une hauteur de 145 mètres.

Si un pourvoi en cassation demeure possible, la Cour administrative d'appel de Bordeaux a ici rendu des arrêts particulièrement motivés en considérant que les prescriptions annexées aux permis étaient suffisantes, en particulier sur les différents aspects environnementaux et paysagers (articles R. 111-15 et R. 111-21 du Code de l'urbanisme).

Saisie de l'ensemble des moyens soulevés par l'effet dévolutif de l'appel, la Cour a ensuite confirmé la légalité externe et interne des arrêtés préfectoraux en écartant un à un la quinzaine de moyens à nouveau présentés en appel.

Ces arrêts sont particulièrement intéressants au regard de la diversité des problématiques traitées applicables à de nombreux contentieux éoliens.

Agenda du mois

3 Mars 2015 : Club ESSEC Energie et Développement durable : afterwork : Les dernières avancées en matière de responsabilité sociale et environnementale : contraintes ou opportunités?- Adrien FOURMON.

5 Mars 2015 : ICH Business Club : Les francfolies de l'immobilier : Qu'elle ALUR pour la gestion des friches industrielles? La loi, les sites et les sols pollués- Adrien FOURMON.

6 Mars 2015 : Petit déjeuner Huglo Lepage/ JPA : RSE, en finir avec les préjugés. Marie-Pierre MAITRE/ Adrien FOURMON.

9 Mars 2015 : ELEGIA : Responsabilité santé sécurité environnement. Marie-Pierre MAITRE/ Elise MERLANT.

10 Mars 2015 : Université de Haute Alsace : « Grand témoin PIC : pas de procès sans expertise. Les grands procès en environnement » - Christian HUGLO.

11 et 12 Mars 2015 : EFE : Santé sécurité au travail- Marie-Pierre MAITRE/ Elise MERLANT.

17 Mars 2015 : DII : Sites et sols pollués- Marie-Pierre MAITRE.

19 Mars 2015 : EFE : Valorisation de sols pollués- Marie-Pierre MAITRE.

20 Mars 2015 : Ecole des avocats du Grand Ouest (EDAGO) : « le droit éolien » - Gwendoline PAUL.

23 et 24 Mars 2015 : IFORE : Formation des inspecteurs ICPE : Droit des déchets- Marie-Pierre MAITRE.

25 Mars 2015 : Ecole des Ponts : Etude d'impacts- Marie-

Site internet : [Site internet](http://www.huglo-lepage.com)

www.huglo-lepage.com

Blog : [Blog](http://blog.huglo-lepage.com)

<http://blog.huglo-lepage.com>

Twitter : [Twitter](https://twitter.com/CabHugloLepage)

@CabHugloLepage

Paris :

81 rue de Monceau 75008 Paris

paris@huglo-lepage.com

Rennes :

19 rue Hoche 35000 Rennes

rennes@huglo-lepage.com

Bruxelles :

80 avenue de Visé 1170

Bruxelles- Belgique

bruxelles@huglo-lepage.com

Contacts Newsletter:

Gwendoline PAUL

01 56 59 29 40

02 99 38 15 49

gwendoline.paul@huglo-lepage.com

Coralie BANCELIN

01 56 59 29 56

coralie.bancelin@huglo-lepage.com

Pierre MAITRE.

26 Mars 2015 : AFDSD (Association française de droit de la sécurité et de la défense) : « Environnement, enjeu de la sécurité et de la défense » - Christian HUGLO.



[Cliquez sur ce lien pour vous désabonner](#)